

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 23/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HENRY RECYCLAGE (Joliot Curie)

91bis, Rue de la Paix
76410 Saint-Aubin-Lès-Elbeuf

Références : UDRD-2025-10-T-597
Code AIOT : 0005804318

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement HENRY RECYCLAGE (Joliot Curie) implanté Rue Joliot-Curie 76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le contexte du récolement de 2 arrêtés préfectoraux de mise en demeure. En effet, suite aux visites d'inspection des 5 mars 2024 et 4 mars 2025, la société HENRY RECYCLAGE a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 24 avril 2024 et du 2 mai 2025 de se conformer :

- à certaines dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 31 mai 2016 en procédant à la remise en service des caméras de surveillance du site et en transmettant les plans du site au service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation en réalisant les 3 campagnes de mesures sur chacune des substances PFAS ;

- aux dispositions du point III de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles s'appliquent ainsi aux installations en réalisant une mesure de poussières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HENRY RECYCLAGE (Joliot Curie)
- Rue Joliot-Curie 76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf
- Code AIOT : 0005804318
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 31 mai 2016 pour la récupération et le traitement des pneumatiques et caoutchoucs techniques en vue de leur valorisation (rubrique n°2791-1).

Le site est visé par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

Le site relève aussi de la directive dite IED au titre de la rubrique n°3532 de la nomenclature.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles s'appliquent ainsi aux installations.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Plans d'urgence
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	document d'intervention spécifique et interne aux sapeurs pompiers	AP de Mise en Demeure du 02/05/2025, article 1	/	Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective	7 jours
6	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	5 mois
7	Gestion des eaux pluviales souillées	Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 4.3.11	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 1.2.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	5 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Mesures des émissions atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 24/04/2024, article 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réalisation des campagnes d'analyse - PFAS	AP de Mise en Demeure du 02/05/2025, article 1	/	Levée de mise en demeure
2	Déclaration des résultats GIDAF	AP de Mise en Demeure du 02/05/2025, article 1	/	Levée de mise en demeure
3	moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 02/05/2025, article 1	/	Levée de mise en demeure
5	Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que des mesures d'émissions de poussières ont été programmées entre le 16 juin et le 16 juillet 2025 dont le rapport n'a pas encore été transmis à l'exploitant par le bureau d'étude. **Aussi, l'inspection considère que la société a répondu à l'ensemble des prescriptions de la mise en demeure et peut désormais proposer à Monsieur le préfet la levée de la mise en demeure du 24 avril 2024. Toutefois, le rapport de mesure des émissions atmosphériques de poussières reste à transmettre à l'inspection, accompagné le cas échéant des actions correctives mises en places ou envisagées en cas de dépassement des valeurs limites d'émission.**

De plus, l'exploitant a également répondu à l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 mai 2025 en réalisant les 3 campagnes de mesures sur les 20 substances PFAS obligatoires, conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé dont les résultats d'analyse ont bien été transmis par voie électronique sur la plate-forme GIDAF, ainsi qu'en remettant en service les caméras de surveillance du site et en transmettant aux services de secours du SDIS76 un document intitulé « dossier d'accueil des secours ».

L'inspection propose aussi à Monsieur le préfet la levée de la mise en demeure du 2 mai 2025.

Ce pendant, la visite a permis de relevé des constats devant faire l'objet d'un retour de la part de l'exploitant :

- la réparation et le désencombrement de l'armoire électrique du broyeur de pneumatique;
- l'ouverture du registre de maintenance préventive et la complétude des dernières actions ;
- le désencombrement de certaines zones du site pour en faciliter le passage de véhicules (de secours ou de transport liés à l'activité) ;
- la mise en place d'une signalétique (verticale ou horizontale) du site pour mieux délimiter les différents espaces ;
- la transmission du rapport d'analyse des rejets aqueux (campagne réalisée le 9 octobre 2025).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation des campagnes d'analyse - PFAS

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/05/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, déclaration des campagnes d'analyses sur GIDAF
Prescription contrôlée : La société HENRY RECYCLAGE (SIRET n°45087111600023), dont le siège social est situé 91 bis rue de la Paix à SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son établissement [...] Sous un délai de 4 mois - article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé. Cette prescription est réputée respectée si l'exploitant réalise les 3 campagnes de mesures mensuelles sur chacune des substances PFAS mentionnées au 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation
Constats : Précédemment à la visite, l'exploitant a fourni à l'inspection des rapports d'analyses en lien avec la campagne de recherche des substances PFAS dans les rejets aqueux des installations. Des prélèvements ont été faits le 25 mars 2025, 26 avril 2025 et 28 mai 2025. Les 3 campagnes réglementaires de mesures mensuelles ont donc été réalisées. L'inspection a néanmoins constaté une certaine difficulté de lecture du fait qu'une seule et même commande ait été passée auprès du prestataire et ce, pour les deux sites exploités par la société Henry recyclage. Chaque rapport ne mentionne pas précisément l'adresse du site, ce qui aurait été plus lisible. En complément, l'exploitant a présenté en salle le bon de commande, qui précise les adresses de site et des « numéros d'EAUX » ce qui facilite la lecture. L'ensemble des éléments présentés permet à l'inspection de constater que les résultats

indiquent des concentrations en PFAS en dessous des limites de quantification de 100 ng/L évoquées dans l'arrêté du 20 juin 2023 susmentionné.

Relevé de décision :

L'inspection propose à Monsieur le préfet la levée de la mise en demeure du 2 mai 2025 sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/05/2025, article 1

Thème(s) : Situation administrative, déclaration des campagnes d'analyses sur GIDAF

Prescription contrôlée :

La société HENRY RECYCLAGE (SIRET n°45087111600023), dont le siège social est situé 91 bis rue de la Paix à SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son établissement [...]

Sous un délai de 4 mois

- article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé. Cette prescription est réputée respectée si l'exploitant réalise les 3 campagnes de mesures mensuelles sur chacune des substances PFAS mentionnées au 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et **transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique sur la plateforme GIDAF**, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Les mesures seront faites par un laboratoire agréé pour ce type de mesures

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant s'est connecté sur la plateforme de Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente (GIDAF) pour visualiser les résultats des campagnes d'analyses.

L'inspection constate que les résultats d'analyse de recherche des substances PFAS ont bien été transmis sur la plate-forme GIDAF.

L'inspection recommande par ailleurs d'insérer le calcul des flux lorsqu'une valeur est supérieure à la valeur de quantification du laboratoire, et ce, en fonction du volume moyen journalier d'eaux rejetées.

Relevé de décision :

L'inspection propose à Monsieur le préfet la levée de la mise en demeure du 2 mai 2025 sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/05/2025, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, moyen de lutte contre incendie - service de caméras
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société HENRY RECYCLAGE (SIRET n°45087111600023), dont le siège social est situé 91 bis rue de la Paix à SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son établissement [...]</p> <p>Sous un délai de 3 mois,</p> <p>- article 76.3 « moyens de lutte contre l'incendie » de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2016. Cette prescription est réputée respectée si l'exploitant remet en service les caméras de surveillance du site. Un rapport de mise en service sera transmis à l'inspection</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que les caméras ont été remises en service. Il s'agit de caméras à surveillance visuelle, et à détection de mouvement situées sur plusieurs points du site. L'opératrice présente a montré à l'inspection les différentes vues sur l'ordinateur de contrôle. L'exploitant a indiqué pouvoir réaliser des enregistrements sur plusieurs journées. Une extraction est donc possible s'il y avait besoin d'une donnée d'enregistrement.</p> <p>Relevé de décision :</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le préfet la levée de la mise en demeure du 2 mai 2025 sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : document d'intervention spécifique et interne aux sapeurs pompiers

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/05/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, document d'intervention spécifique et interne aux sapeurs pompiers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société HENRY RECYCLAGE (SIRET n°45087111600023), dont le siège social est situé 91 bis rue de la Paix à SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son établissement</p> <p>Sous un délai de 3 mois</p> <p>- article 76.5 « document d'intervention spécifique et interne aux sapeurs pompiers » de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2016. Cette prescription est réputée respectée si l'exploitant transmet sous format informatique les plans du site (plan de masse, plan de situation, plan des niveaux et les fiches des matières dangereuses utilisées sur le site) au Service Départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et à l'inspection.</p>
Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 26 septembre 2025, au SDIS 76, un document intitulé « **dossier d'accueil des secours** » en mettant l'inspection en copie.

Néanmoins, l'exploitant ne dispose pas d'accusé réception des services du SDIS76.

Le document contient :

- un plan de situation et d'accès au site ;
- un plan de localisation des moyens de secours et de circulation des véhicules ;
- une procédure d'accueil et de guidage des secours intégrant les activités du site et produits dangereux stockés ;
- les consignes de sécurité et consignes générales ;
- les consignes en cas d'incendie (durant et en dehors des heures d'ouverture du site) ;
- une liste des matières présentes sur le site.

Concernant le plan de circulation des véhicules sur le site, l'exploitant explique comment s'organisent les déplacements sur le plan et indique que 2 poids lourds peuvent circuler en allée centrale en cas de besoin. Cependant, au vu des éléments indiqués par l'exploitant et au regard du plan, l'inspection constate que ce dernier n'est pas complet et que des flèches de circulation sont manquantes, notamment sur l'allée centrale du site.

L'inspection rappelle également qu'un marquage au sol pour faciliter les consignes de circulation et avoir une meilleure appréciation des distances à conserver est recommandé. (notamment chaque zone de stockages entre elles mais aussi les limites de propriété)

L'exploitant indique que des travaux de réaménagement sont prévus au 1^{er} trimestre 2026. Les marquages au sol seront réalisés lors de ces travaux.

Relevé de décision :

L'inspection propose à Monsieur le préfet la levée de la mise en demeure du 2 mai 2025 sur le point concernant la transmission du « dossier d'accueil » auprès des secours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection :

sous 7 jours :

- le plan de circulation mis à jour en y ajoutant les flèches de circulation manquantes ;
- l'accusé de réception de la transmission du document intitulé « dossier d'accueil des secours » par le SDIS76

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 5 : Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 03/05/2025

Prescription contrôlée : A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.
Constats : L'exploitant déclare avoir levé les 3 observations relevées dans le rapport de contrôle des installations électriques du 8 janvier 2025, preuve à l'appui l'attestation d'un électricien en date du 5 avril 2025 précisant notamment le remplacement d'un disjoncteur défectueux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 03/05/2025
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
Constats : Lors de la visite, l'inspection constate que l'abri de l'armoire électrique (conçue pour l'extérieur) n'est pas réparé et la présence d'outils et de produits (bombe de graisse en spray, aérosol de graisse, bidon etc...) autour et sur l'armoire. L'exploitant se justifie par l'installation d'une nouvelle ligne de broyage (en remplacement de celle actuelle) dont le délai a été repoussé par son fournisseur de novembre 2025 à février 2026 et que l'abri sera ainsi réparé en même temps. Dans l'attente, il déclare avoir installé une bâche de protection contre les intempéries. Par ailleurs, aucun registre de maintenance préventive des risques n'est présenté (notamment avec des dates de nettoyage de l'armoire électrique). L'exploitant indique qu'un registre a été créé mais qu'il n'est pas rempli. Il indique que les actions sont pourtant réalisées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 7 jours :

L'exploitant sécurisera l'armoire électrique en évacuant tous les outils et produits à proximité de celle-ci et en s'assurant de l'étanchéité de la bâche plastique posée sur l'abri endommagé dans l'attente de sa réparation afin de prévenir tout risque d'incendie électrique.

Sous 1 mois :

- L'exploitant transmettra à l'inspection le registre de maintenance préventive avec les dates des dernières actions d'entretien réalisées, notamment sur l'armoire électrique.

Avant le 31 mars 2026 :

- L'exploitant réparera l'abri de l'armoire électrique pour assurer une étanchéité pérenne qu'il pourra justifier par la transmission à l'inspection, d'un bon de commande signé et/ou d'une facture accompagné de photos ;

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 7 : Gestion des eaux pluviales souillées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 4.3.11

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 03/05/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites des métaux en concentration définies suivant l'arrêté ministériel du 2 février 1998 :

Référence du rejet vers le milieu récepteur: N° 1(Cf. Caractéristique du rejet au paragraphe 4.3.5):

MES 60 mg/l ;

DCO (sur effluent non décantée) 180 mg/l ;

DBO5 (sur effluent non décanté) 60 mg/l ;

Cadmium et ses composés 0,15 mg ;

Cyanure 0,1 mg/l ;

Chrome hexavalent et ses composés 0,1 mg/l ;

Plomb et ses composés 0,5 mg/l Cuivre et ses composés 0,5 mg/l ;

Chrome et ses composés 0,5 mg/L Nickel et ses composés 0,5 mg/l ;

Zinc et ses composés 2 mg/l ;

Fer, aluminium et composés 5 mg/l ;

Hydrocarbures totaux 1mg/l.

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est d'environ 13000 m².

Des mesures de l'ensemble des paramètres visés aux articles 4.3.7 et 4.3.11 sont effectuées dans le mois suivant la mise en place des dispositifs de collecte des eaux pluviales conformément aux dispositions de l'article 4.3.2.2. du présent arrêté. Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dès leur réception. Si aucun dépassement n'est constaté au

cours de la première mesure sur l'ensemble des paramètres visés, la fréquence de mesure sera tous les 3 ans sinon elle restera annuelle. Elle redevient annuelle si un dépassement est constaté.

Constats précédents

L'exploitant déclare avoir procédé à un prélèvement de ses rejets la semaine passée et être en attente des résultats. Après consultation de la dernière analyse en date du 24 février 2022, l'inspection ne relève pas de dépassement aux valeurs limites.

Toutefois, les paramètres PFOA et PFOS n'ont pas été mesurés, mais ils sont bien prévus dans le champ analytique des échantillons prélevés de la semaine passée selon les dires de l'exploitant. Concernant spécifiquement ces paramètres, une surveillance doit être opérée chaque mois sur 3 mois successifs en application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023.

Il est précisé que les rejets aqueux s'effectuent par bâchée et non en continu, le dispositif déshuileur étant en mode fermé.

Demande n° 5: l'exploitant doit transmettre dès réception à l'inspection dès réception les résultats d'analyses sur ses rejets aqueux accompagnés le cas échéant des mesures correctives mises en place en cas de dépassement aux valeurs limites d'émission. Il veillera à poursuivre la surveillance des PFAS et PFOS dans les rejets aqueux selon les modalités de l'arrêté ministériel du 20/6/2023 et à transmettre les résultats qui devront aussi être téléversés par l'exploitant sur la plateforme GIDAF.

Constats :

L'inspection constate qu'il n'y a pas eu de mesure des rejets aqueux en mars 2025, comme annoncé.

L'exploitant indique avoir oublié mais a commandé une nouvelle mesure le 9 octobre 2025 sur l'ensemble des paramètres indiqués aux articles 4.3.7 et 4.3.11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mai 2016.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection :

Sous 1 mois :

- le rapport des résultats d'analyse des rejets aqueux du 9 octobre 2025 sur l'ensemble des paramètres visés aux articles 4.3.7 et 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2016.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 1.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Distance de sécurité entre les dépôts

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 03/05/2025

Prescription contrôlée :

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante:

-une zone de tri et broyage-n°1 sur le plan annexé aux présentes prescriptions :

Cette zone non-couverte sur une surface étanche d'une superficie d'environ 2 500 m² accueille les unités de tri des pneumatiques ainsi que les broyeurs, elle est éloignée des autres zones de stockage, par une distance d'environ 15 mètres. Le système est composé de deux broyeurs à la suite l'un de l'autre, le deuxième effectuant une deuxième opération de broyage sur les broyats sortants du premier.

-une zone de stockage fluvial-n°2 sur le plan annexé aux présentes prescriptions:

Cette zone non-couverte sur surface étanche a pour vocation le regroupement en bordure du quai des volumes de broyats nécessaire au chargement de bateaux. D'une superficie d'environ 800 m², elle peut accueillir une capacité maximale de 400 tonnes de broyats issus de pneumatiques usagés avec une hauteur maximale de 4mètres.

-un bâtiment-n°3 sur le plan annexé aux présentes prescriptions :

Ce bâtiment accueille les bureaux et le stockage et la préparation des pneumatiques réutilisables entiers ou rechapables (en vue de leur expédition vers des sites de valorisation). Le bâtiment a une superficie d'environ 750 m². Le stockage de pneumatiques au sein de ce bâtiment ne doit pas dépasser les 400 m².

-une zone non-couverte sur une surface étanche de stockage des pneumatiques non réutilisables (entiers ou broyés), et des pneumatiques usagés de poids lourds, génie civil, agraire-n°4 sur le plan annexé aux présentes prescriptions :

Cette zone présente une superficie maximale de 1 600 m² et un volume maximal de 6 400 m³. Elle est composée de 8 alvéoles:

-d'une capacité maximale individuelle de 800 m³ avec une base de superficie égale à 200 m² ;

- fermée sur 3 cotés par des parois en béton REI Coupe-Feu 2 heures d'une hauteur de 4mètres;

- isolées des autres zones de stockage et bâtiments par une distance minimale de 10mètres;

- la hauteur de stockage maximale autorisée au sein des alvéoles est de 4mètres.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection constate qu'aucune signalisation horizontale ou marquage au sol n'a été réalisée afin de faciliter le respect des distances entre les dépôts, de visualiser les limites de propriété et également pour maintenir libre les voies de passage, notamment pour l'intervention des secours en cas d'incendie. Toutefois, l'inspection constate que les distances sont respectées notamment avec les limites de propriété.

L'inspection constate la présence de bennes de déchets et de déchets de pneumatiques dans la zone de l'extension, coté Seine ne permettant pas d'accéder au quai de Seine depuis l'intérieur du site.

L'inspection constate également que les tas de pneumatiques débordent des alvéoles limitant le passage dans l'allée centrale par un seul camion et que des bennes entreposées entre deux points de stockages rendent inaccessibles un passage qui devrait être libre d'accès comme indiqué sur le plan de circulation du site (cf point n°4)

L'exploitant l'explique par l'arrêt momentané d'une ligne de broyage en cours de maintenance.

L'exploitant indique également que l'arrivée de la nouvelle ligne de broyage en février/mars 2026 va modifier la zone, car la partie « opérateur » va évoluer. Il indique attendre l'arrivée de ce nouvel équipement pour procéder au marquage au sol et mettre à jour son plan de circulation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant libérera et laissera libre en permanence :

sous 15 jours :

- l'allée centrale en limitant le stockage des pneumatiques aux alvéoles afin de permettre le passage de 2 camions dans les deux sens ;
- la zone de l'extension donnant sur le quai de Seine en déplaçant les bennes à déchets et évacuant les déchets de pneumatiques afin de permettre le passage des véhicules de secours en cas d'incendie depuis l'intérieur du site ;
- la zone entre deux points de stockage en déplaçant les bennes, conformément à son plan de circulation.

L'exploitant doit, **au premier trimestre 2026** :

- améliorer la signalisation sur son site en mettant en place une signalétique verticale et/ou horizontale (marquage au sol par exemple (cf constat n°4)) afin de visualiser les voies de passages et les distances à conserver conformément au plan de circulation, mis à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 9 : Mesures des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/04/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des poussières et COVT

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 18/04/2025

Prescription contrôlée :

La société HENRY RECYCLAGE (SIRET n°45087111600023), dont le siège social est situé 91 bis rue de la Paix à SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF, est mise en demeure de respecter, **au plus tard sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions du point III de l'annexe 3.2 « valeur limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets » de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 pour son établissement situé rue Joliot Curie à Saint-Aubin-lès-Elbeuf, en réalisant une mesure des émissions de poussières et de COVT (composés organiques volatils totaux) en période d'exploitation du site (de 7 h à 18 h). Le rapport sera transmis à l'inspection, accompagné le cas échéant de mesures correctives en cas de dépassement.

Constats :

Pour rappel, la mesure des émissions de COVT (composés organiques volatils totaux) a été

écartée comme le permet l'annexe III de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 car celle-ci n'est pas pertinente pour le flux d'effluents gazeux, les équipements du site (broyeur...) étant tous alimentés par de l'électricité.

L'exploitant indique que les mesures des émissions atmosphériques de poussières ont été réalisées entre le 16 juin et le 16 juillet 2025.

Malgré les nombreuses relances par mail et par téléphone, le rapport n'a toujours pas été communiqué par le bureau d'études.

Le bureau d'étude a été contacté par téléphone le jour de la visite, et a confirmé à l'exploitant que les résultats allaient prochainement être transmis.

Après la visite, l'exploitant a indiqué dans son courriel du 9 octobre 2025, n'avoir toujours pas avoir reçu le rapport de mesures des poussières.

Observation de l'inspection :

L'inspection informe l'exploitant qu'il doit s'assurer, à la lecture des rapports, du respect des valeurs limites indiquées dans l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED. Si les résultats concluent à des dépassements de valeurs limites d'émissions indiquées au point III de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 sus mentionné, des actions correctives sont mises en place. Une nouvelle campagne de mesure est effectuée pour juger de l'efficacité des dispositifs correctifs. L'exploitant doit transmettre à l'inspection un justificatif sur des dispositifs/procédés adoptés ainsi que le rapport des nouvelles mesures.

Relevé de décision :

L'inspection propose à Monsieur le préfet la levée de la mise en demeure du 24 avril 2024 sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra, **dès réception des résultats par le bureau d'études** :

- le rapport de mesures des émissions atmosphériques de poussières accompagnés en cas de dépassement aux valeurs limites indiquées dans l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, des actions correctives mises en place ou envisagées afin de respecter les valeurs limites. Une nouvelle campagne de mesure sera alors réalisée afin de s'assurer de l'efficacité des dispositifs mis en place dont le rapport sera transmis à l'inspection dès réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure

Proposition de délais : 1 mois